

L'Etat enferme, ses collabos s'engraissent... A bas l'enfermement et son marché !



Action à Montréal en avril 2016



**Contre l'État
et le capital.**

**Pour un monde
sans patrons,
ni flics,
ni prisons.**

Depuis deux ans l'Etat rénove des Centres de Rétention Administrative (CRA = prisons pour étranger.es sans papier) pour créer des centaines de nouvelles places en rétention. Aujourd'hui il s'apprête même à faire construire trois nouveaux centres ! Diverses entreprises se font de l'argent sur le dos des étranger.es en bâtissant et entretenant ces prisons labellisées "humaines" grâce à la caution fournie par des associations humanitaires. Contre l'enfermement et son marché, ciblons les boîtes collabos !

Construire plus de CRA pour enfermer plus

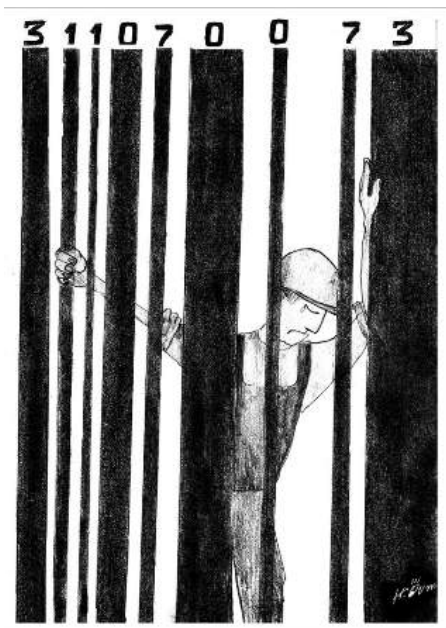
Depuis fin 2017 l'Etat a décidé d'augmenter ses moyens pour enfermer et expulser plus d'étranger.es dans le cadre d'un plan prévoyant la création d'environ 480 nouvelles places en CRA d'ici 2020¹. En parallèle la nouvelle loi Asile et Immigration, entrée en vigueur en 2019, augmente la durée maximale de rétention de 45 à 90 jours : pour enfermer plus et plus longtemps, il fallait bien construire plus de CRA... Ainsi, deux centres qui étaient fermés ont rouvert après rénovation en 2018 : l'un à Hendaye, près de la frontière avec l'Espagne (30 places), l'autre à Geispolsheim, près de Strasbourg (34 places). En 2019, la cadence s'est accélérée ! A Tourcoing un nouveau local de rétention administrative (4 places) a ouvert ses portes en juin dernier. En août, des travaux de rénovation ont été terminés dans le CRA de Nîmes pour faire passer sa capacité de 66 à 120 places. A Coquelles près de Calais, il est prévu de terminer des travaux d'extension du CRA d'ici la fin de l'année pour atteindre une capacité de 100 places, au lieu de 79 actuellement. Mais ce n'est pas tout : désormais l'Etat compte mettre en service trois nouveaux CRA d'ici 2023, à Olivet près d'Orléans (90 places), Lyon (140 places) et Bordeaux (140 places venant remplacer les 20 places existantes auparavant). Le ministère de l'intérieur a déjà lancé des appels d'offres pour la construction des deux premiers. Au total c'est donc une augmentation de 35% du nombre de places en cage qu'annonce fièrement Castaner.

¹ Dans ce texte, on a choisi de ne parler que des centres de rétention en France métropolitaine au vu du manque d'informations à notre disposition sur les CRA d'outre-mer

Par ailleurs, sur les 40 millions de dépenses prévues en 2019 pour l'entretien des CRA, l'Etat dit en avoir consacré 2 millions à "l'amélioration du cadre de vie", histoire de se donner une image de geôlier humaniste... Non seulement il n'existe pas de prison "humaine" mais en plus, on sait bien que l'Etat fait tout pour que les conditions de vie soient les pires possibles dans ces taules qui, à leur construction, ne devaient servir à enfermer "que" quelques semaines (et pas 3 mois). La bouffe dégueulasse, des matelas et cellules immondes, l'absence totale d'activité² : tout ça fait partie intégrante du dispositif carcéral de l'Etat qui vise ici à punir et faire souffrir les étrangèr.e.s qui n'ont pas le bon bout de papier.

Un business profitable : l'enfermement sert le capital

Enfermer les étrangèr.es en CRA, c'est d'abord pour l'Etat un moyen d'éloigner et de punir celles et ceux qu'il considère comme indésirables, bien souvent non-blanc.hes et pauvres. Mais c'est aussi un marché juteux pour de nombreuses entreprises et associations qui collaborent à ces politiques racistes pour se faire de la thune sur le dos des enfermés.es. Pour la construction du nouveau CRA d'Olivet, près d'Orléans, c'est près de 9,5 millions d'euros qu'empocheront les entreprises choisies par l'Etat pour la réalisation des travaux - dont les architectes participant au concours de qui construira la plus belle taule³. Ce business concerne la construction des centres mais également leur conception et leur maintenance. D'ailleurs, concernant le nouveau CRA de Lyon, qui sera construit au niveau de l'aéroport Saint-Exupéry, toutes ces prestations seront réunies dans un même contrat pour une enveloppe totale estimée à 18,7 millions d'euros⁴.



A l'échelle de tout le pays, ce sont plusieurs dizaines de boîtes collabos qui profitent de ces marchés :

- **VITTE, NOVELEC, ART MANIAC, SPIES FACILITIES, BD Ingénierie, Atalian, GTM multiservices** (filiale de Vinci) ou encore **GFC Construction** (filiale de Bouyges) pour la construction ;
- **Pierre Louis Carlier** (Coquelles), **IAM architectes** (Mayotte), **CCD Architecture** (Marseille), **APC Architectes** (Toulouse) pour la conception ;
- **Engie Cofely** pour la fourniture d'énergie ;
- **CENTURIONS** pour la sécurité privée ;
- **MTO, Elior** ou **Onet** pour le nettoyage...

Certaines boîtes font même des CRA et autres taules leur source principale de profit, à l'image de GEPSA, filiale d'Engie, qui se revendique "expert du Facility Management en sites sensibles". D'autres, comme Elior, se spécialisent dans le racisme rentable à toutes les étapes de la chaîne de production, notamment en exploitant des

sans papiers pour aller faire le ménage... dans les CRA !

² Voir à ce propos l'ensemble des témoignages de prisonnier.es publiés sur abaslescra.noblogs.org, par exemple : <https://abaslescra.noblogs.org/des-lettres-de-prisonniers-enfermes-au-cra-de-vincennes-en-idf/>

³ Cet été des boîtes d'architectes ont répondu à l'appel d'offre pour la conception du centre.

⁴ L'appel d'offres lancé par le ministère de l'intérieur en février 2019 comprend, dans un seul lot, la construction, l'aménagement, l'exploitation, la maintenance et l'hôtellerie du nouveau CRA, faisant de ce dernier une taule en gestion déléguée.

Les centres de rétention, comme toutes les prisons, sont les produits d'une véritable industrie carcérale qui veille à toujours grossir et se diversifier : la "crise migratoire" a ainsi fourni un nouveau marché prometteur à ce capitalisme de taules. Sans surprise, ce dernier n'a pas de frontières : par exemple, [la BNP Paribas finance le groupe GEO, numéro un des prisons pour migrant.es aux Etats-Unis](#), Sodexo vend des services de restauration dans des CRA en France mais aussi d'autres services dans des prisons d'Espagne, des Pays-Bas, de Belgique et du Chili. Enfin, en bout de chaîne, les expulsions des personnes retenu.es n'auraient pas lieu sans la collaboration de la quasi totalité des compagnies aériennes, d'Air France à Qatar Airways ou Royal Air Maroc, avec toujours de belles sommes à la clé (à titre d'exemple, en 2014 [TwinJet signait un contrat avec le ministère de l'Intérieur pour 1,5 millions d'euros par an pendant 4 ans](#)).



[Actions](#) ciblant Onet et Vinci, organisées à Lyon en mai 2018

Les associations humanitaires, rouages de la machine

En dehors de ces entreprises, le fonctionnement des centres de rétention repose également sur des associations qui participent à leur gestion tout en servant de caution humanitaire. Le groupe SOS, Forum réfugiés, France terre d'asile, La Cimade, l'Ordre de Malte et Solidarité Mayotte sont rémunérées par le ministère de l'intérieur pour effectuer des prestations d'"aides juridiques et sociales" dans les CRA. Bien souvent, ces associations aident, d'un côté, à pacifier les rapports entre retenu.es et flics et, de l'autre, à faire taire les mouvements de révolte à l'intérieur. Parmi les exemples récents on peut citer la Cimade au Mesnil-Amelot qui, en novembre, refuse de faire sortir [le communiqué écrit par les retenu.es en grève de la faim](#), ou l'ASSFAM à Vincennes qui déclare à un retenu que s'il est déporté si vite, c'est à cause [du témoignage qu'il a fait publier sur internet dans lequel il dénonce la mort de son co-retenu](#). En plus, dans bien des cas, ces associations mettent des bâtons dans les roues des retenu.es plutôt que de les aider, comme à Plaisir en septembre dernier lorsque France Terre d'Asile a refusé de délivrer les documents prouvant que les flics avaient interdit des parloirs, alors même que ces attestations auraient pu permettre la libération des retenu.es.

D'autre part les flics des CRA sont bien épaulés par des médecins et des infirmier.es qui distribuent anxiolytiques et antidépresseurs à gogo, notamment pour shooter les retenu.es avant leur vol et avant

leurs audiences devant le juge des libertés et de la détention (JLD)⁵. D'ailleurs les retenu.es le disent : à Vincennes en mars dernier, certains revendiquaient, en même temps que [la grève de la faim, la grève de l'ASSFAM et de l'infirmier](#), clairement identifiés comme des complices du système d'enfermement. En acceptant de travailler dans les CRA, les associations et médecins légitiment et rendent acceptable ce qui s'y passe : puisque "l'exercice effectif des droits des retenu.es" est respecté, l'enfermement et l'expulsion n'est plus un problème. L'Etat peut ainsi se targuer d'enfermer et expulser "humainement"...



[Action](#) contre la Poste en juin 2019

De l'Etat aux entreprises, les acteurs de la machine à expulser participent à bâtir ce monde d'exploitation et de domination qui a besoin de prisons et de frontières pour continuer d'exister. En même temps qu'elles construisent ou assurent la maintenance des CRA, ce sont les mêmes entreprises, toujours en étroite collaboration avec l'Etat, qui dévastent des régions entières pour y creuser des mines (Vinci, Bouygues), empoisonnent nos vies en fabriquant des réacteurs nucléaires (Engie), exploitent des pauvres en agents de "sécurité" pour fliquer tou.te.s les autres en permanence (Onet, Atalian), installent des caméras à tous les coins de rue pour mieux nous surveiller (SPIE) etc... Elles sont partout autour de nous, souvent dans des espaces accessibles, où il est possible de leur rappeler qu'on ne les aime pas !



⁵ Le 8 novembre 2019, Mohammed, retenu à Vincennes, est mort des suites d'une overdose de médicaments, donnés par l'infirmier. Voir [le témoignage de son co-retenu](#) et [celui des autres prisonniers qui lui ont rendu hommage](#)